



Unesco Paris, 1-2 décembre 2016. Au premier plan, les 7 mendiant de haut niveau, au nom du peuple malgache qui paiera toutes les dettes qu'ils auront contractées, sur plusieurs générations. L'Histoire a le devoir de ne pas effacer cette étape de la mémoire collective.

L'amnésie de la source est un type d'amnésie (incapacité de se souvenir) qui se caractérise par un déficit dans la mémoire de la source des informations (où, quand, comment, qui, pourquoi ?). Il ne s'agit pas d'un phénomène rare. En effet, la majorité des individus en fait l'expérience presque tous les jours car, pour une grande partie de nos connaissances, l'important est de se souvenir de la connaissance elle-même plutôt que de sa source. Parmi les origines de l'amnésie de la source se trouve la schizophrénie. Elle se caractérise par des distorsions de la pensée, des perceptions, des émotions, du sentiment de soi et du comportement.

Dans ce dossier, face à cette amnésie de la source qui devient de plus en plus endémique chez les politiciens malagasy mais aussi, au sein de la population elle-même, ainsi qu'aux pseudos détenteurs de vérités fausses et faussées intentionnellement sur Facebook (Voyez Fleury Rakotomala qui s'est autoproclamé « journaliste d'investigations ») -et autres réseaux sociaux-, je vais rafraîchir les mémoires avec des étapes que Madagascar a réellement traversé, avec pour démarreur, les dates des 1 et 2 décembre 2016. Allons-y.

Paris 1-2 décembre 2016. Le président Hery Rajaonarimampianina, mendiant et fier de l'être, peut se frotter les mains. Il est peinard jusqu'à la fin de ses jours, rien qu'en commissions chiffrées en millions de dollars, et après lui le déluge. Mais la vie continue et on verra que, comme Crésus, il est aussi mortel et ses comptes seront découverts, tôt ou tard, aussi bien dissimulés puissent-ils être dans un quelconque paradis fiscal ou blanchis dans des sociétés écrans. Pour le moment, Histoire oblige, je vous ramène 18 ans en arrière, pour vous démontrer que le théâtre des 1 et 2 décembre 2016 au siège de l'Unesco à Paris, n'était qu'un mauvais *remake* de la réunion du 26 juillet 2002, avec la

transparence en moins. Seuls les acteurs ont changé.



Malgré son beau sourire devant le président sénégalais, Abdoulaye Wade, et face au président sortant Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana ne respectera pas les accords de Dakar en 2002. On connaît la suite: destruction et massacres...

Mai 2002. La société malgache se remet progressivement de la grave crise politique consécutive aux élections présidentielles de décembre 2001. Une fois Marc Ravalomanana reconnu président de la république par les U.S.A. (ben quoi, c'est toujours la référence), le 6 mai 2002, après des mois de «*turbulences*» mortelles contre les partisans de Didier Ratsiraka -et ses ponts dynamités-, à travers l'application du «*Haza lambo*»

-chasse aux sangliers- de Marc Ravalomanana, les «*amis*»

de Madagascar sont arrivés à la rescousse. A l'époque, feu Me Jacques Sylla était Premier ministre et avait dirigé la délégation malgache pour la conférence du Club des amis de Madagascar, le 26 juillet 2002 à Paris. 2, 3 milliards USD avaient été promis...

En 2003, c'était déjà l'heure des bilans. Savez-vous ce qu'a dit le Sénat français à ce moment ? Voici : «*Madagascar est en voie de stabilisation politique et de redressement économique*» .

25 novembre 2016, 13 ans plus tard, c'est, à peu près, ce qu'a déclaré Ylias Akbaraly considéré comme «*l'homme le plus riche d'un pays considéré comme l'un des plus pauvres du monde*», dans une interview pour le journal Le Monde, une référence... mondiale:

Le Monde : Sur le plan économique, quelle est la situation de Madagascar aujourd'hui?

Effectivement si le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument. En trois ans, il s'est métamorphosé pour mettre Madagascar à la merci des étrangers. Ne dites jamais qu'il n'y a jamais eu de commissions pour cette

«*facilitation*»

de très haut niveau. Fondamentalement, il n'a pas osé toucher aux relations de ses prédécesseurs avec la Francophonie, la Banque mondiale et le FMI. Mais paradoxalement, ce sont ces entités qui l'ont sanctionné en décembre 2008 à propos de l'achat opaque du jet pompeusement dénommé

«*Air Force One II* »

. Par ailleurs, sur des points stratégiques, en tant que président de la république élu, il s'est permis de n'en faire qu'à sa guise. Ainsi, concernant Air Madagascar, il a permis à Lufthansa Consulting d'en prendre la direction avec des Allemands (Berend Bruns puis Ulrich Link).

Idem

pour la Jirama qui a été confiée au cabinet allemand Lahmeyer. Que de commissions... Quelle est la situation de ces deux dernières sociétés nationales, en ce mois de décembre 2020?

Informez-vous...



Le 17 novembre 2008, la société sud-coréenne Daewoo Logistics annonce à la presse, à Séoul, «*avoir marqué son accord pour louer 1,3 millions d'hectares à Madagascar pour une durée de 99 ans*» . Du coup, cette

information est relayée par la presse internationale: BBC, AFP, Reuters, Associated Press, Bloomberg, Courrier International. Mais c'est le Financial Times qui mettra le feu aux poudres en affirmant que «*la*

location de ses terres pourrait se faire gratuitement».

En parallèle, il faut se rappeler que le Président Ravalomanana n'était pas en très bons termes avec le Maire élu d'Antananarivo (en décembre 2006), Andry Rajoelina, à qui il avait coupé les subventions permettant de gérer convenablement la Capitale de Madagascar. Celui-ci s'est donc porté naturellement comme chef de l'opposition. Marc Ravalomanana a été l'artisan de sa

propre déchéance. Il ne doit s'en prendre qu'à lui, rien qu'à lui, au lieu d'embrouiller l'esprit des paysans qu'il a lui-même paupérisés, en leur promettant frigo et Renault R4.

Il faut dire également que le pouvoir rend aveugle. Se voulant au-dessus de ce tumulte, pourtant dangereux pour son poste, bercé par des conseillers cons tout court, voilà que Marc Ravalomanana avait donc acheté le jet «*Air Force One II*». Mais sans explications plausibles sur la provenance du financement. Du coup, les bailleurs de fonds traditionnels ont suspendu leur appui financier. C'était bien en décembre 2008 et non durant et à cause de la transition 2009-2014. Ce fut la goutte qui fit déborder un vase de contestations trop longtemps contenues. Nous connaissons tous la suite. Chacun l'a interprété à sa manière, selon des critères

«*personnels*»

. Mais ce sont les seules et uniques vérités que l'Histoire retiendra dans l'espace et dans le temps. Inventez, désinformez, mentez, rien n'y fera. Ces vérités sont plus fortes -et bien archivées- que toutes les histoires à dormir debout au nom du culte de la personnalité.

Septembre 1996. Le Pr Zafy Albert est élu président le 27 mars 1993. Il faut rappeler que c'est son histoire de financements parallèles, donc hors des bailleurs de fonds traditionnels, -mais aussi ses démêlés avec le Premier ministre, feu Me Francisque Ravony- qui a poussé les députés de l'Assemblée nationale à enclenché une motion d'empêchement à son encontre. Il est destitué le 3 septembre 1996. En tout cas, à travers un référendum, c'est lui qui avait permis, à cette période, que le Premier Ministre ne soit plus élu par l'Assemblée nationale mais nommé par le président de la République. Ayant eu le malheur de se représenter contre Didier Ratsiraka (aucune loi ne... l'empêche), lors de l'élection présidentielle anticipée du 31 janvier 1997, Zafy Albert a aussi perdu. Choisir lui-même son Premier ministre ne l'a sauvé de rien du tout. Alors qu'à l'époque, tous les parlementaires étaient plus ou moins UNDD, parti que Zafy a fondé peu de temps avant son accession à la magistrature suprême.



L'incroyable plagiat du président de Madagascar, qui reprend à l'identique un discours de Nicolas Sarkozy



Jirama Mandrozeza, 15 février 2008. Inauguration de la centrale thermique de 40 Mégawatts. De g. à dr.: Guy Rajemison Rakotomaharo, Président du Sénat; Andry Rajoelina, Maire élu de la ville d'Antananarivo; Walter Spinoza (Dga) et Bernard Rohman (Dg) caché par le Président Marc Ravalomanana coupant le ruban; le Général Charles Rabemananjara, Premier ministre. Ou en est la Jirama en ce début du mois de décembre

